



RESOTAINER

CREATION D'UN BATIMENT DE SELF-STOCKAGE

BOURG-LÈS-VALENCE (26)

DOSSIER DE DÉCLARATION AU TITRE DE LA LOI SUR L'EAU

RUBRIQUE 2.1.5.0

DOCUMENT D'INCIDENCE

CONFORMÉMENT AU CODE DE L'ENVIRONNEMENT ET À SES DÉCRETS D'APPLICATION

N° DOSSIER		23	MEE	484	A	a	ENV	LFE	XXX	PIECE	1/1	AGENCE	MARSEILLE
18/12/23	51810	L. FLOTTE						A.BRUN		35 + ann.		PREMIERE DIFFUSION	
DATE	CHRONO	REDACTEUR		CHEF DE PROJET			SUPERVISEUR		nb. pages	MODIFICATIONS - OBSERVATIONS			

GEOTECHNIQUE·RISQUES NATURELS·INVESTIGATIONS·REHABILITATION DES SOLS·ENVIRONNEMENT·EAU



ABO ERG ENVIRONNEMENT · SAS au capital de 40 000 € · SIRET 440 245 314 00099 · code NAF 7112B-RC SALON 2019 B 00393 · www.abo-erg.fr
 Agence de MARSEILLE · 14, draille des Tribales · Bâtiment E · 13127 VITROLLES · ☎ 04 95 06 90 66 · environnement@erg-sa.fr



TOULON · BASTIA · BORDEAUX · GRENOBLE · LYON · MARSEILLE · MONTPELLIER · NANCY · NICE · PARIS · STRASBOURG · TOULOUSE

SOMMAIRE

I- DECLARANT	4
II – EMPLACEMENT	6
III – DESCRIPTION DU PROJET	8
1.1. DESCRIPTION DES AMÉNAGEMENTS PROJETÉS	9
1.2. RAISONS POUR LESQUELLES LE PROJET A ÉTÉ RETENU PARMIS LES ALTERNATIVES.....	10
1.3. CADRAGE RÉGLEMENTAIRE	11
1.3.1. DEMANDES D'AUTORISATION OU DE DÉCLARATIONS DÉJÀ DÉPOSÉES AU TITRE D'UNE AUTRE LÉGISLATION 11	
1.3.2. LOI SUR L'EAU	11
IV – RESUME NON TECHNIQUE	12
V - DOCUMENT D'INCIDENCES.....	13
1. DEFINITION DE L'ETAT INITIAL DU SITE	14
1.1. CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DU SITE	14
1.2. CONTEXTE CLIMATIQUE	15
1.3. PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE DE GESTION DES EAUX PLUVIALES	15
1.4. CARACTÉRISATION DES ÉCOULEMENTS PLUVIAUX À L'ÉTAT INITIAL.....	16
1.4.1. DÉFINITION DU BASSIN VERSANT D'ÉTUDE	16
1.4.2. COEFFICIENTS DE RUISSELLEMENT À L'ÉTAT INITIAL	16
1.4.3. DÉBITS RUISSELÉS À L'ÉTAT INITIAL	17
1.4.4. EXUTOIRE	17
2. INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT.....	18
2.1. PHASE EXPLOITATION.....	18
2.1.1. INCIDENCE QUANTITATIVE DES EAUX PLUVIALES	18
2.1.1.1. Caractérisation des écoulements pluviaux à l'état projet.....	18
2.1.1.1.1. Définition du bassin versant d'étude à l'état projet.....	18
2.1.1.1.2. Coefficients de ruissellement à l'état projet.....	18
2.1.1.1.3. Débits ruisselés à l'état projet	18
2.1.1.1.4. Exutoire.....	19
2.1.1.2. Comparaison des débits avant et après projet	19
2.1.2. INCIDENCE QUALITATIVE DES EAUX PLUVIALES.....	20
2.1.3. INCIDENCE SUR LES EAUX USÉES.....	20
2.1.4. INCIDENCE SUR L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE	21
2.1.5. INCIDENCE SUR LES MILIEUX NATURELS	21
2.2. PHASE TRAVAUX	21
2.2.1. INCIDENCE QUANTITATIVE DES EAUX PLUVIALES	21
2.2.2. INCIDENCE QUALITATIVE DES EAUX PLUVIALES.....	21
2.2.3. INCIDENCE SUR LES EAUX USÉES.....	21
2.2.4. INCIDENCE SUR L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE	21

3. DEFINITION DES MESURES D'EVITEMENT, REDUCTION, COMPENSATION – PHASE TRAVAUX **22**

3.1. MESURES D'ÉVITEMENT	22
3.2. MESURES DE RÉDUCTION.....	22
3.3. MESURES DE COMPENSATION	22

4. DEFINITION DES MESURES D'EVITEMENT, REDUCTION, COMPENSATION – PHASE EXPLOITATION..... **23**

4.1. EAUX PLUVIALES – ASPECT QUANTITATIF.....	23
4.1.1. MESURES D'ÉVITEMENT	23
4.1.2. MESURES DE RÉDUCTION.....	23
4.1.3. MESURES DE COMPENSATION	23
4.1.3.1. Principe de gestion des eaux pluviales.....	23
4.1.3.2. Surfaces collectées	23
4.1.3.3. Définition du débit de fuite.....	24
4.1.3.4. Détermination des volumes de rétention	24
4.1.4. MESURES D'ANTICIPATION.....	26
4.2. EAUX PLUVIALES : ASPECT QUALITATIF	27
4.2.1. POLLUTION CHRONIQUE	27
4.2.2. POLLUTION ACCIDENTELLE	28

5. DEMANDE DE PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES MODIFIANT CERTAINES PRESCRIPTIONS GENERALES **29**

6. ENTRETIEN, SURVEILLANCE ET INTERVENTION SUR LES OUVRAGES **30**

6.1. SURVEILLANCE EN PHASE TRAVAUX	30
6.2. ENTRETIEN SYSTÉMATIQUE EN PHASE EXPLOITATION	30
6.3. ENTRETIEN EXCEPTIONNEL EN PHASE EXPLOITATION	30
6.4. TRANSMISSION DU BÉNÉFICE DE LA DÉCLARATION	30

7. COMPATIBILITE AVEC LES DOCUMENTS CADRE **31**

7.1. P.G.R.I.....	31
7.2. COMPATIBILITÉ AVEC LE SAGE	32
7.3. COMPATIBILITÉ AVEC LE SDAGE	33

8. ANNEXES **34**

8.1. ÉLÉMENTS GRAPHIQUES, PLANS OU CARTES DU PROJET	34
8.2. FICHIERS SUPPLÉMENTAIRES	35

I- DECLARANT

ORGANISME	RESOTAINER
SIRET	89227739300609
ADRESSE DU SIEGE SOCIAL	1084 avenue Gilbert Martelli
CODE POSTAL ET VILLE	34200 SETE
REPRESENTE PAR	
NOM	ALIAS
PRENOM	Vincent
FONCTION	Représentant de la société commerciale RESOTAINER
TELEPHONE	0618474043
ADRESSE E-MAIL	vincent-alias@resotainer.fr

II – EMPLACEMENT

DEPARTEMENT(S)	DRÔME
COMMUNE(S)	BOURG-LÈS-VALENCE
ADRESSE	1001 RUE LOUIS DE BROGLIE
PARCELLE(S) CADASTRAL(S)	Section AD n°9, 49, 73 et 104
SURFACE CADASTRAL OCCUPEE	30 362 m ²
COORDONNEES LAMBERT 93	X = 848432.9 Y = 6431750.1
ATTESTATION	Un document attestant que le déclarant est le propriétaire du terrain ou qu'il dispose du droit d'y réaliser son projet ou qu'une procédure est en cours ayant pour effet de lui conférer ce droit figure en annexe B1 .
PLANS	Cf. annexes § 8.1

III – DESCRIPTION DU PROJET

1.1. Description des aménagements projetés

Le projet consiste en la construction d'un bâtiment de self-stockage en R+3 et constitué d'un assemblage de containers maritimes

La figure suivante présente une illustration de l'insertion paysagère d'un projet similaire sur Toulouse.



Figure 1 : Insertion paysagère d'un projet à l'étude – Site de Toulouse Talabot

Le projet ne produit pas de déchets spécifiques, ni de résidus d'exploitation ou d'émanations quelconques. Les biens stockés seront sans danger pour l'environnement (interdiction de stocker des produits inflammables, radioactifs, espèces vivantes, armes, explosifs, produits chimiques, engrais,...).

Conformément à l'article L.111-18-1 du Code de l'Urbanisme, un procédé de production d'énergies renouvelables sous la forme de panneaux photovoltaïques sera mis en place, sur 100% de la surface de toiture (hors cheminements et escaliers), soit ici 14 500 m². Sur la base de panneaux produisant 200 Wc/m², cette production représentera 2 900 kWc pour le site global.

La circulation des véhicules sur le site est limitée à 10 km/h et les zones de stationnement (166 places, dont 10 pour véhicules électriques et 3 PMR) sont localisées sur les abords. Ces places sont réalisées pour être conforme au PLU mais seules quelques-unes sont réellement nécessaires au projet (absence de passage quotidien des usages du site).

La circulation sera faible en phase exploitation, du fait de l'activité de stockage à moyen et long terme, tous les utilisateurs ne seront pas amenés à venir sur site quotidiennement.

La durée des travaux est évaluée à 3 mois pour la partie démolitions, terrassements, gros œuvre et VRD, puis 8 phases d'un mois de travaux pour le montage de la structure, soit un total de 11 mois.

Le projet comporte également des espaces verts en bordure qui permettent des aménagements paysagers pour réduire l'impact visuel. Des arbres seront plantés.

Le projet impliquera la démolition d'un bâtiment industriel de 2 760 m² et d'une habitation de 290 m².

La surface totale imperméabilisée à l'état projet (bâtiment, voirie, stationnements) s'élève à 20 910 m² dont 1 993 m² en revêtements semi-perméables (Evergreen)

Le plan de masse est disponible en **annexe A2**.

Le site existant est raccordé au réseau d'alimentation en eau potable et réseaux d'eaux usées collectifs.

1.2. Raisons pour lesquelles le projet a été retenu parmi les alternatives

Le projet s'inscrit au sein des zones Ui et A du PLU, qui correspondent à Ui : zone urbaine d'activités économiques et A : zone agricole.

Le conteneur maritime, pilier du transport multimodal, est utilisé comme module constructif car il est autoporteur et sécurisé. Le conteneur est revêtu d'un bardage en acier qui, une fois l'édifice assemblé, lui procure une esthétique identique aux bâtiments dits industriels qui se trouve dans la zone.

L'imperméabilisation a été limitée par le recours à des revêtements semi-perméables pour les stationnements.

Les mesures d'évitement et réduction des incidences du projet sont détaillées au §3 et 4.

1.3. Cadrage réglementaire

1.3.1. Demandes d'autorisation ou de déclarations déjà déposées au titre d'une autre législation

Un dossier de permis de construire sera déposé fin 2023.

Le projet fait également l'objet d'un examen au cas par cas vis-à-vis de la rubrique 39.a de l'annexe à l'article R.122-2 du Code de l'Environnement, compte tenu de la surface de plancher projetée supérieure à 10 000 m².

L'instruction de ce cas par cas est en cours.

1.3.2. Loi sur l'eau

Le tableau suivant présente les rubriques de la nomenclature loi sur l'eau (article R.214-1 du Code de l'Environnement) concernées par les aménagements à l'étude.

Tableau 1 : Rubriques de la nomenclature loi sur l'eau potentiellement concernées

N°	Intitulé	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) ; 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).	DECLARATION Surface de bassin versant de 3,03 ha (cf. §1.4.1)

A : Autorisation ; D : Déclaration

Le projet est donc soumis à déclaration au titre de la loi sur l'eau vis-à-vis de la rubrique 2.1.5.0.

IV – RESUME NON TECHNIQUE

(DOCUMENT ANNEXÉ)

V - DOCUMENT D'INCIDENCES

1. DEFINITION DE L'ETAT INITIAL DU SITE

1.1. Caractéristiques générales du site

Caractéristiques générales du site	Synthèse des informations collectées	Annexe
Morphologie initiale	Altitude de la zone à aménager : entre 119,35 et 121,90 m NGF d'après la carte IGN Pente générale : environ 1 % vers le sud	A1
Urbanisme	Le projet s'inscrit au sein des zones Ui et A du PLU, qui correspondent respectivement à une zone urbaine d'activités économiques et une zone agricole.	–
Occupation des sols	Au droit du site : le site d'étude est actuellement aménagé, avec un bâtiment industriel, quai de chargement et aire de retournement ainsi qu'une maison d'habitation. Le site est partiellement arboré et des haies sont existantes en limites est et sud. Autour du site d'étude : le site d'étude est longé à l'est par la rue Louis de Broglie, au nord par la route des Jonquettes, à l'ouest par le centre technique intercommunal et au sud par quelques habitations.	A1
Hydrographie et risque inondation	Le site d'étude est implanté sur le bassin versant du Rhône, qui s'écoule à environ 1 km au sud-ouest. Le Rhône de la confluence Isère à Avignon est référencé FRDR2007. Cette masse d'eau présentait un état écologique moyen et un bon état chimique au SDAGE 2022-2027. Le secteur d'étude n'est pas concerné par un Plan de Prévention du Risque Inondation.	A5
Géologie	D'après la carte géologique du BRGM au 1/50 000 ^e , le site est implanté sur des alluvions à dominante gravelo-sableuse de forte épaisseur, pouvant être masquées superficiellement par une couverture limoneuse, des remblais et/ou une frange d'altération gravelo-argileuse d'épaisseur variable. Lors des investigations de terrain réalisées par SOLUSOL lors d'une étude géotechnique de 2021 (dans le cadre d'un autre projet abandonné depuis), les sols rencontrés étaient de type : <ul style="list-style-type: none"> - Couverture limoneuse marron peu humide jusqu'à 0,2 à 0,6 m, - Grave limoneuse marron jusqu'à 1 à 1,8 m, - Grave sableuse jusqu'à 1,1 à 3,5 m (fin de sondage). Aucune venue d'eau n'avait été mesurée dans les sondages.	B7
Pédologie	Des essais de perméabilité à niveau variable ont été réalisés en 2021 par SOLUSOL, avec une perméabilité retenue dans les graves sableuses (entre 1,1 et 3,5 m de profondeur) de l'ordre de $8,2 \cdot 10^{-5}$ m/s soit 295 mm/h.	B7
Hydrogéologie	D'après le site ATLASANTE, le secteur d'étude est implanté en dehors de tout périmètre de protection de captage d'alimentation en eau potable. Le site est implanté sur la masse d'eau souterraine des « Alluvions du Rhône du confluent de l'Isère au défilé de Donzère », référencée FRDG389 au SDAGE. D'après les données du SDAGE, cette masse d'eau présentant un état chimique médiocre et un bon état quantitatif au SDAGE 2022-2027. D'après la banque de données INFOTERRE du BRGM, des sondages effectués à proximité du site montrent un niveau piézométrique vers la cote 112,00 NGF soit à plus de 7 m de profondeur.	A7
Zones naturelles remarquables	Le site d'étude est implanté en dehors de tout site naturel remarquable (Natura 2000, ZNIEFF, Parc Naturel, Réserve de Biotopie, etc.). Le site Natura 2000 le plus proche est implanté à 2,6 km au Nord-ouest, correspondant à la "Massifs de Crussol, Soyons, Cornas-Chateaubourg" (FR8201662, Directive Habitats).	A8 B2

Caractéristiques générales du site	Synthèse des informations collectées	Annexe
	Le formulaire d'évaluation simplifiée des incidences Natura 2000 est joint en annexe B2. Aucune zone humide n'est inventoriée sur le secteur d'étude.	

1.2. Contexte climatique

Les données utilisées sont issues de la station météorologique VALENCE-CHABEUI (26) située à 163 m d'altitude au-dessus du niveau de la mer. Cette station météorologique se trouve à proximité immédiate du secteur d'étude et est la plus représentative pour cette étude.

1.3. Prescriptions en matière de gestion des eaux pluviales

➤ Commune de BOURG-LÈS-VALENCE

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de BOURG-LÈS-VALENCE donne les prescriptions suivantes pour la gestion des eaux pluviales.

9.2 Imposer l'infiltration comme solution prioritaire

L'infiltration des eaux de pluviale est la solution à mettre en œuvre sur l'ensemble des projets. Des exceptions seront étudiées uniquement dans les zones où l'infiltration est exclue pour des enjeux environnementaux (qualité des aquifères), géologiques (stabilité des sols) ou pour une impossibilité avérée (résultats d'une analyse de sol).

La faisabilité de l'infiltration doit être établie au regard des principes suivants :

- La perméabilité des sols
 - sol très peu perméable à imperméable ($k < 10^{-6}$ m/s) : l'infiltration n'est pas envisageable
 - sol peu perméable à perméable (k compris entre 10^{-6} et 10^{-4} m/s) : l'infiltration des eaux pluviales peut être réalisée
 - sol perméable à très perméable ($k > 10^{-4}$ m/s) : l'infiltration des eaux pluviales est possible mais nécessite des précautions pour maîtriser les transferts de polluants.
- Pente du terrain
Les dispositifs d'infiltration sont à proscrire dans les zones présentant des pentes fortes (10% et plus), sauf si une étude justifie de l'absence d'impact sur l'aval.
- Présence d'une nappe
Les dispositifs d'infiltration sont à proscrire si une hauteur minimale de 1 m entre le fond du dispositif d'infiltration et le niveau maximal de la nappe n'est pas respectée.

Les ouvrages d'infiltration devront être dimensionnés pour une pluie de retour 20 ans. Des prescriptions plus contraignantes pourront être fixées dans des zones où des dysfonctionnements sont connus ou prévisibles (ruissellement, zones de stagnation,...).

Figure 2 : Prescriptions de la notice relative au zonage pluvial du PLU

➤ SDAGE 2022-2027

De façon synthétique, le SDAGE Rhône Méditerranée 2022-2027 impose notamment de recourir préférentiellement à la gestion à la source des eaux pluviales par infiltration dans les sols en place.

➤ **DDTM 26**

Les prescriptions fournies par la DDT26 sont les suivantes :

- Gestion pour une pluie trentennale en zone industrielle/commerciale,
- Débit de fuite maximum correspondant au débit de pointe quinquennal avant aménagement,
- Temps de vidange maximum de 48h.

1.4. Caractérisation des écoulements pluviaux à l'état initial

1.4.1. Définition du bassin versant d'étude

La faible pente du secteur d'étude présente un axe principal nord-sud. La rue Louis de Broglie n'est pas dotée d'un réseau de collecte des eaux de ruissellement. Les eaux sont évacuées vers un fossé longeant la route.

Le projet ne reçoit pas d'eaux de ruissellement depuis les parcelles voisines en provenance d'un bassin versant amont.

Le bassin versant d'étude donc limité à l'emprise du site d'étude

Les principales caractéristiques de ce bassin versant sont présentées dans le tableau suivant.

Tableau 2 : Caractéristiques du bassin versant d'étude

Bassin versant	Superficie (m²)	Longueur (m)	Pente moyenne (%)
Site d'étude	30 362	243	1

La longueur correspond au plus long chemin hydraulique présent. Ces données sont issues des documents collectés (carte IGN, etc.).

1.4.2. Coefficients de ruissellement à l'état initial

À l'état initial la parcelle est occupée par un bâtiment industriel avec une aire de retournement en enrobé ainsi qu'une maison d'habitation. Actuellement la surface imperméabilisée est de 8 150 m² sur un ensemble de 30 362 m².

Le tableau suivant présente les coefficients de ruissellement associés selon la période de retour de pluie considérée. L'annexe **B3** présente le détail du calcul de ces coefficients.

Tableau 3 : Coefficients de ruissellement à l'état initial

Pluie de temps de retour	5 ans	10 ans	30 ans	100 ans
BV site d'étude	0,28	0,33	0,44	0,49

1.4.3. Débits ruisselés à l'état initial

En raison du caractère non canalisé des ruissellements à l'état initial, le calcul des débits de pointe ruisselés a été réalisé avec **la méthode RATIONNELLE**.

Un temps de concentration de 8 min est obtenu pour le bassin versant d'étude d'après la méthode de KIRPICH.

Le tableau suivant présente les résultats obtenus.

Tableau 4 : Débits de pointe – État initial

BV d'étude État initial Durée de retour	Débits de pointe (l/s)
2 ans	167
5 ans	206
10 ans	279
30 ans	434
100 ans	552

La note de calcul est jointe en annexe **B4**.

1.4.4. Exutoire

A l'état actuel, les eaux pluviales du site d'étude s'infiltrent dans les sols en place et ruissellent pour partie vers le sud.

2. INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT

2.1. Phase exploitation

2.1.1. Incidence quantitative des eaux pluviales

2.1.1.1. Caractérisation des écoulements pluviaux à l'état projet

2.1.1.1.1. Définition du bassin versant d'étude à l'état projet

Le projet ne modifiera pas l'emprise du bassin versant d'étude ni ses caractéristiques (cf. Tableau 2).

2.1.1.1.2. Coefficients de ruissellement à l'état projet

Le tableau suivant présente les coefficients de ruissellement associés selon la période de retour de pluie considérée. L'annexe **B3** présente le détail du calcul de ces coefficients.

Tableau 5 : Coefficients de ruissellement à l'état projet

Pluie de temps de retour	5 ans	10 ans	30 ans	100 ans
BV site d'étude	0,60	0,65	0,71	0,74

Ces données ont été déterminées sur la base des plans et informations transmises par le demandeur.

2.1.1.1.3. Débits ruisselés à l'état projet

Compte tenu du caractère majoritairement superficiel des ruissellements à l'état projet, le calcul des débits de pointe ruisselés a été réalisé avec la méthode **RATIONNELLE**.

De façon similaire au calcul réalisé pour l'état initial, un temps de concentration de 6 min sera retenu à l'état projet.

Tableau 6 : Débits de pointe – État projet

BV d'étude État projet Durée de retour	Débits de pointe (l/s)
2 ans	329
5 ans	441
10 ans	549
30 ans	701
100 ans	834

La note de calcul est présentée en annexe **B4**.

2.1.1.1.4.Exutoire

En l'absence de mesures ERC, les eaux seraient dirigées par ruissellement superficiel en direction du sud-ouest.

L'exutoire réel et le principe de gestion des eaux pluviales retenus sont détaillés au §4.1.

2.1.1.2. Comparaison des débits avant et après projet

La comparaison des débits rejetés selon les différents états étudiés et proposés dans le tableau suivant, pour le bassin versant global équivalent.

Tableau 7 : Évolution des débits de pointe avant et après aménagement – Bassin versant global équivalent

Durée de retour	État initial	État projet	Incidence moyenne
2 ans	167	329	+ 162
5 ans	206	441	+ 235
10 ans	279	549	+ 270
30 ans	434	701	+ 267
100 ans	552	834	+ 282

Les aménagements conduisent à l'augmentation des débits de pointe des eaux de ruissellement par rapport à l'état initial, par un facteur moyen de 1,8.

En mesure corrective par rapport à l'état initial du site, les débits supplémentaires générés par les aménagements du projet seront traités au sein même du site par la mise en place de dispositifs de rétention des eaux pluviales.

L'objectif de ce dispositif est de réguler les débits reçus afin de les restituer ultérieurement sous la forme d'un débit compatible avec la capacité d'évacuation totale ou partielle de l'exutoire.

Sur le principe, ce dispositif est à considérer selon ces 4 fonctions :

- Écrêtement des pointes d'orage,
- Rétention destinée à maîtriser les débordements en cas d'insuffisance du réseau,
- Restitution des volumes stockés sur une période plus ou moins longue correspondant à l'étalement de la pointe dans le temps,
- Décantation naturelle permettant d'abaisser le taux de polluant pour une pollution de type chronique.

2.1.2 Incidence qualitative des eaux pluviales

On distingue :

- **la pollution chronique** : liée aux différentes activités du secteur (stationnement, circulation de véhicules, poussières, entretien, ...). Les eaux de pluie se chargent d'une fraction particulaire (matière organique et minérale) en suspension,
- **la pollution accidentelle** : liée au déversement de matières polluantes sous forme liquide ou solide n'ayant pas de caractère régulier ou cyclique (ex : fuite de réservoir,...).

Compte tenu des aménagements à réaliser et de la nature des eaux (surface importante de voirie), le projet est concerné par un risque de pollution de type chronique et accidentelle.

Compte tenu de l'activité du site, les risques potentiels de pollution accidentelle sont principalement liés à la circulation des véhicules et non prévisibles.

La pollution générée par les eaux pluviales étant généralement particulaire (avec fixation des polluants sur les matières en suspension), le projet entrainera une augmentation du risque de pollution chronique et accidentelle compte tenu de l'activité projetée.

2.1.3 Incidence sur les eaux usées

Le projet sera raccordé au réseau collectif existant et ses eaux usées seront traitées par la station de VALENCE.

Cette station présente une capacité nominale de 171 666 EH. Les boues sont compostées et incinérées.

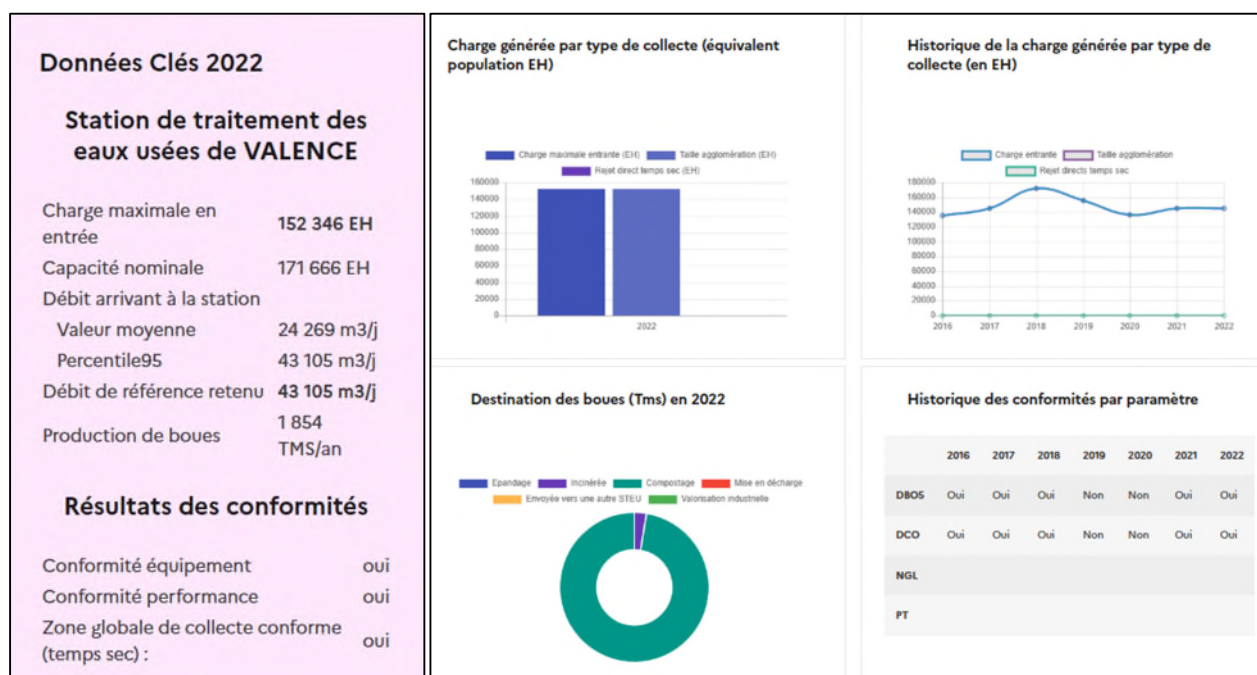


Figure 3 : Extrait de la fiche de la STEP de VALENCE

La raccordabilité du projet au réseau est vérifiée dans le cadre de l'instruction du permis.

A ce stade des études, compte tenu de la situation du projet en zone urbanisée du PLU et du faible nombre d'équivalents habitants à raccorder (correspondant à moins de 5 employés de bureaux), il est considéré ici que la STEP sera à même de traiter les effluents supplémentaires.

L'incidence du projet sur les milieux naturels vis-à-vis de la production d'eaux usées est considérée comme négligeable.

2.1.4. Incidence sur l'alimentation en eau potable

Le projet sera raccordé au réseau collectif existant. La raccordabilité du projet au réseau est vérifiée dans le cadre de l'instruction du permis.

L'incidence du projet sur les milieux naturels vis-à-vis des besoins en eau potable est considérée comme négligeable.

2.1.5. Incidence sur les milieux naturels

Le formulaire d'évaluation simplifiée des incidences Natura 2000 est présenté en annexe **B2**.

2.2. Phase travaux

2.2.1. Incidence quantitative des eaux pluviales

En phase travaux, les sols seront peu voire non imperméabilisés. L'incidence quantitative des eaux de ruissellement pluvial à ce stade est considérée comme négligeable.

2.2.2. Incidence qualitative des eaux pluviales

La phase travaux entraîne intrinsèquement un risque de pollution des milieux naturels (entretien des engins, fuite accidentelle, etc.) et le rejet au milieu naturel d'eaux de ruissellement chargées en matières en suspension. Ce risque doit faire l'objet de mesures ERC qui seront décrites au §3.

2.2.3. Incidence sur les eaux usées

Le chantier sera équipé de son propre dispositif de sanitaires. L'incidence sur la gestion des eaux usées est considérée comme faible.

2.2.4. Incidence sur l'alimentation en eau potable

Le chantier sera raccordé au réseau d'alimentation en eau potable. La consommation d'eau est cependant considérée comme faible, et sur une durée limitée. L'incidence sur l'alimentation en eau potable est considérée comme faible en phase travaux.

3. DEFINITION DES MESURES D'EVITEMENT, REDUCTION, COMPENSATION – PHASE TRAVAUX

3.1. Mesures d'évitement

Tout projet de travaux entraine de fait un risque de pollution pour le milieu naturel ; un évitement total de ce risque n'est pas considéré possible ici.

3.2. Mesures de réduction

Des mesures seront prises dès le début des travaux pour limiter ces risques de pollution :

- Les engins intervenant sur le chantier seront préalablement révisés et en bon état d'entretien afin d'éviter tout risque de pollution par des défaillances du système hydraulique, des fuites d'huile ou d'hydrocarbures ;
- Toute opération d'entretien des engins de chantier et des véhicules sera interdite sur le site et aux abords immédiats ;
- Le ravitaillement des engins de chantier sera réalisé sur une aire étanche en dehors de la zone de travaux ;
- Le stockage des carburants et autres produits toxiques se fera hors zone du chantier sur une aire étanche afin de prévenir toute fuite dans le milieu naturel ;
- Le stockage de matériaux (dépôts provisoires) sera interdit à proximité des fossés, cours d'eau ou axes de ruissellement, afin de limiter les risques d'apport de matières en suspension dans les eaux ;
- Une attention particulière sera apportée à la mise en place des bétons afin que les pertes de laitance de ceux-ci ne polluent pas les eaux et au traitement des matières en suspension avant rejet au milieu ;
- Les déblais seront envoyés en décharge appropriée selon leur nature ;
- En cas de rejet accidentel de produits polluants, des matériaux absorbants, une pompe ainsi qu'un kit antipollution seront à disposition et le personnel sera formé pour leur bonne utilisation.

Aussitôt après l'achèvement des travaux, le demandeur enlèvera tous les décombres, terres, dépôts de matériaux qui pourraient subsister. Par ailleurs, en début de travaux un fossé sera créé en point bas du site, afin de collecter les éventuels ruissellements chargés en matériaux fins en phase chantier, par érosion des sols nus. Le fossé permettra une collecte des ruissellements et une décantation des matières en suspension. Les eaux seront diffusées vers l'aval par surverse. Le fossé sera ensuite supprimé lors de la mise en place des bassins de rétention.

Il est ainsi considéré que l'incidence résiduelle en phase travaux suite à la mise en place de ces mesures sera négligeable.

3.3. Mesures de compensation

Aucune mesure de compensation n'est jugée nécessaire vis-à-vis de la phase travaux.

4. DEFINITION DES MESURES D'EVITEMENT, REDUCTION, COMPENSATION – PHASE EXPLOITATION

4.1. Eaux pluviales – Aspect quantitatif

4.1.1. Mesures d'évitement

L'évitement total de l'imperméabilisation des sols n'a pu être retenu dans le projet à l'étude.

4.1.2. Mesures de réduction

Les stationnements du projet sont prévus en revêtement semi-imperméabilisé de type Evergreen afin de limiter les ruissellements pluviaux.

4.1.3. Mesures de compensation

4.1.3.1. Principe de gestion des eaux pluviales

Trois ouvrages de rétention / infiltration des eaux pluviales seront mis en place pour gérer les eaux de ruissellement des espaces aménagés.

Les ouvrages seront constitués d'un bassin à ciel ouvert et de deux noues à ciel ouvert.

Le recours à des ouvrages uniquement à ciel ouvert a été considéré possible ici compte tenu de la proximité des espaces verts par rapport à la majeure partie de la plateforme imperméabilisée.

Sur la base de l'étude géotechnique de SOLUSOL de 2021, une perméabilité de 295 mm/h sera retenue pour le dimensionnement, correspondant à 70% de la perméabilité mesurée afin de tenir compte du phénomène de colmatage.

Les hypothèses de dimensionnement prises en compte pour ces ouvrages de rétention sont les suivantes :

- Niveau de service 1 à 3 : gestion d'une pluie trentennale avec régulation des débits par infiltration dans les sols en place ;
- Niveau de service 4 : non aggravation des conditions des écoulements en aval,

Les eaux de l'ensemble des surfaces imperméabilisées seront collectées par un réseau dimensionné pour une pluie trentennale.

D'après la banque de données INFOTERRE du BRGM, des sondages effectués à proximité du site montrent un niveau piézométrique vers la cote 112,00 NGF, soit une profondeur d'environ 7 m/TN.

En considérant 1 m à conserver au-dessus du toit de la nappe, les ouvrages d'infiltration pourront être réalisés sans contraintes particulières.

4.1.3.2. Surfaces collectées

Le système de rétention collectera la surface imperméabilisée par la plateforme projetée et les surfaces semi-perméables (evergreen), soit une surface active de **19 615 m²**.

4.1.3.3. Définition du débit de fuite

Le débit de fuite par infiltration est déterminé par itération selon les dimensions des ouvrages nécessaires (cf. chapitre suivant), soit un total de **94 l/s** pour le cumul des 3 ouvrages.

4.1.3.4. Détermination des volumes de rétention

Par application de la méthode des pluies pour une pluie trentennale, le volume de rétention minimum global nécessaire est de **759 m³**.

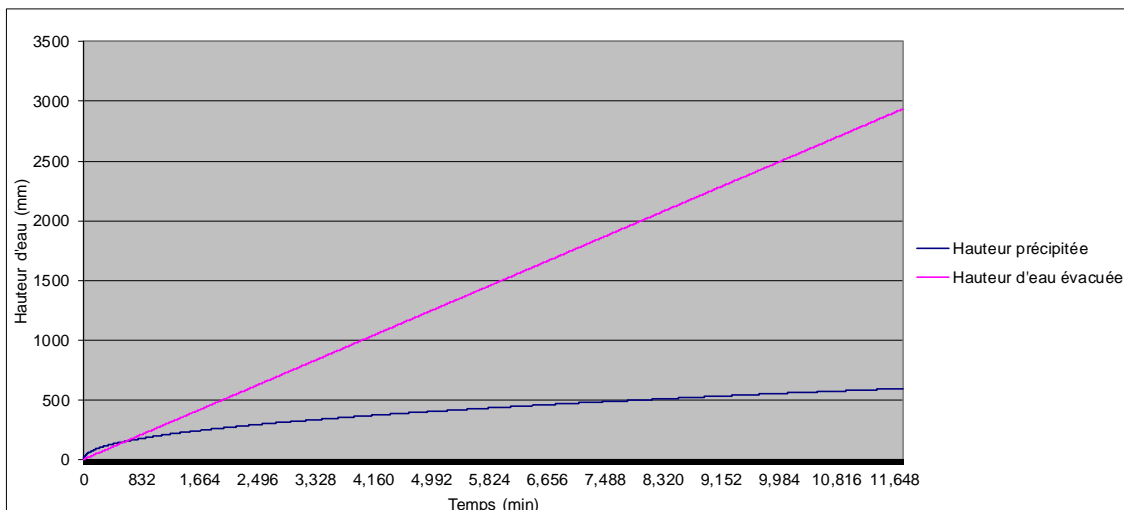
BOURG-LÈS-VALENCE - RESOTAINER - BV SUD

Volume de rétention nécessaire 613 m³

Hauteur maximale	43 mm
Durée maximale	145 min
Durée maximale	2.4 heures
Intensité maximale	79 mm
Volume ruisselé	1134 m³

a	b	ha	Cr	Q fuite (l/s)
7.988	0.54	1.53	0.94	60

Q30 VALÈNCE-CHABEUI t entre 30min et 3h



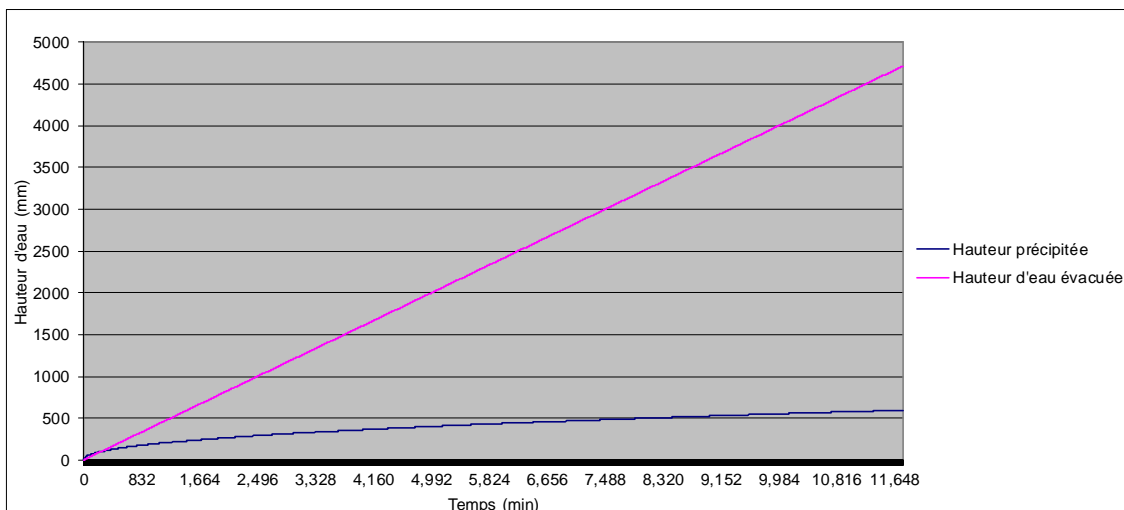
BOURG-LÈS-VALENCE - RESOTAINER - BV EST

Volume de rétention nécessaire 74 m³

Hauteur maximale	28 mm
Durée maximale	61 min
Durée maximale	1.0 heures
Intensité maximale	53 mm
Volume ruisselé	138 m ³

a	b	ha	Cr	Q fuite (l/s)
7.988	0.54	0.29	0.9	17

Q30 VALENCE-CHABEUI t entre 30min et 3h



BOURG-LÈS-VALENCE - RESOTAINER - BV NORD

Volume de rétention nécessaire 72 m³

Hauteur maximale	28 mm
Durée maximale	60 min
Durée maximale	1.0 heures
Intensité maximale	53 mm
Volume ruisselé	134 m ³

a	b	ha	Cr	Q fuite (l/s)
7.988	0.54	0.266	0.96	17

Q30 VALENCE-CHABEUI t entre 30min et 3h

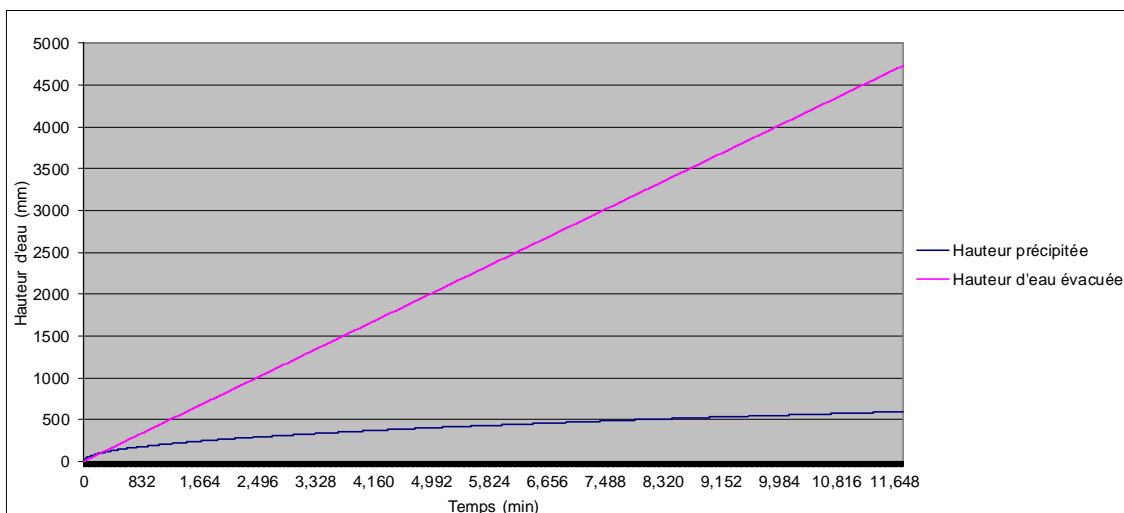


Figure 4 : Application de la méthode des pluies

Le tableau suivant permet d'apprécier les dimensions finales des ouvrages de rétention.

Tableau 8 : Dimensions des ouvrages de rétention

Ouvrage	Dimensions	Débit de fuite	Volume de rétention utile nécessaire	Volume de rétention utile disponible	Temps de vidange
BV SUD - BASSIN	Surface au miroir : 690 m ² Hauteur utile : 1,1 m	60 l/s	-	-	-
BV EST-NOUE	Surface : 196 m ² Hauteur utile : 0,6 m	17 l/s			
BV NORD - NOUE	Surface : 193 m ² Hauteur utile : 0,6 m	17 l/s			
TOTAL	-	94 l/s	759 m ³	796 m ³	2,5 heures

Le schéma d'implantation des ouvrages est disponible en annexe **A2**.

Les ouvrages à ciel ouvert seront accessibles pour les opérations d'entretien et plantés de végétaux héliophytes afin de faciliter le décolmatage du sol par leur système racinaire.

La section des talus du bassin aérien sera de 3/2. Celle des talus des noues sera de 2/1.

4.1.4. Mesures d'anticipation

Comme détaillé précédemment, les bassins permettront de gérer jusqu'à une pluie trentennale.

Pour des pluies d'intensité supérieure ou en cas de pluies intenses répétées, les eaux excédentaires seront dirigées vers l'aval par ruissellement après montée en charge dans les réseaux de collecte.

Aucune mesure spécifique ne sera mise en œuvre en cas de pluie exceptionnelle, afin de favoriser la diffusion des eaux de façon similaire à l'état actuel

Un schéma du fonctionnement hydraulique en situation dégradé figure en annexe **A11**.

Il est à noter que les conteneurs disposent par ailleurs de 17 cm vides en pied correspondant aux fourreaux pour charriot élévateur, qui permettront ainsi d'assurer la transparence des ruissellements superficiels.

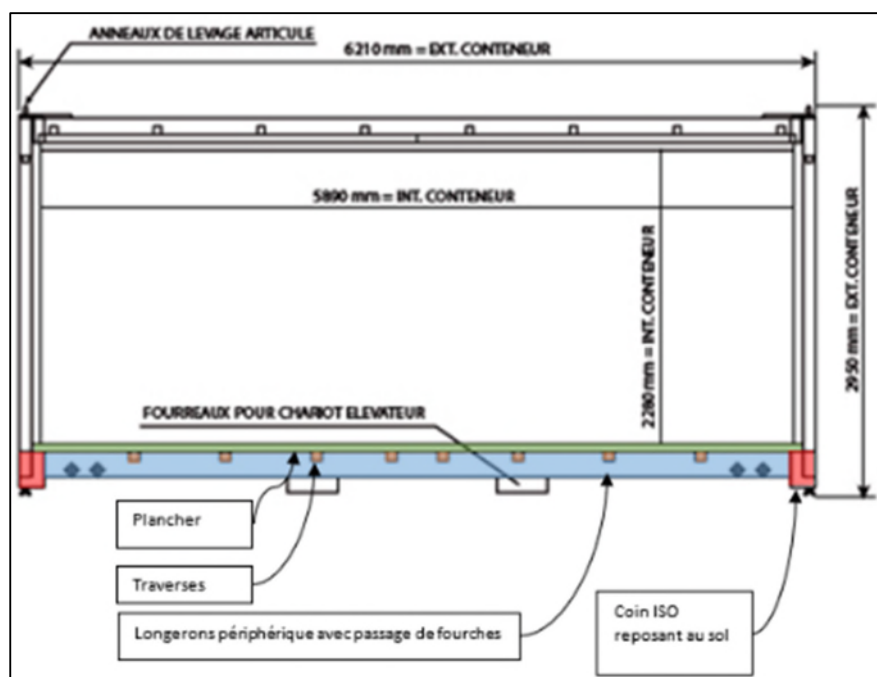


Figure 5 : Mise en évidence de la surélévation pour passage de fourches des chariots élévateurs

4.2. Eaux pluviales : aspect qualitatif

4.2.1. Pollution chronique

D'après la synthèse de données européennes et nord-américaines établie par le North Texas Council of Governments en 1999, les polluants présents dans les eaux pluviales le sont principalement sous forme particulaire (matière organique et minérale) en suspension.

Sous l'effet de leur propre masse et sous certaines conditions géométriques du bassin de rétention, les particules contenues dans l'eau décantent naturellement.

La décantation est donc un traitement à part entière qui, dans le cas des eaux pluviales, donne de bons résultats d'abattement de charges polluantes (fractions particulaires), ne laissant ainsi que la partie dissoute de la pollution.

Ainsi, un traitement de MES sera naturellement réalisé au sein même de l'ouvrage de rétention.

Le rendement épuratoire obtenu par décantation dépend du temps de séjour des eaux dans le bassin.

Tableau 9 : Taux d'abattement suivant le temps de séjour (« Les eaux pluviales dans les projets d'aménagement », 2004)

	Si temps de séjour < 3H	Si temps de séjour > 3H
MES	0,30	0,15
DCO	0,40	0,20
DBO ₅	0,35	0,17
NTK	0,60	0,40
HCT	0,15	0,10
Pb	0,45	0,25

Pour permettre une bonne décantation et favoriser l'abattement de la charge polluante au sein de l'ouvrage de rétention/restitution du projet, un certain nombre de paramètres est à prendre en compte dans la conception du bassin. Il est notamment recommandé :

- **que le rapport Longueur/Largeur soit égal ou supérieur à 6,**
- **et / ou que la vitesse de l'eau dans le bassin soit inférieure à 2 m/h.**

Le rapport longueur/largeur est très supérieur à 6 pour les deux noues.

Il est donc admis que les eaux pluviales collectées dans les noues bénéficieront donc bien du phénomène de décantation.

En complément, la végétalisation du bassin à ciel ouvert permettra d'assurer une filtration partielle des premières pluies, correspondant généralement aux pluies à la concentration particulière la plus forte. Le système racinaire participera également à limiter le colmatage du fond des ouvrages.

4.2.2 Pollution accidentelle

Une vanne d'isolement sera installée en amont de chaque entrée dans les bassins afin de confiner une éventuelle pollution accidentelle.

5. DEMANDE DE PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES MODIFIANT CERTAINES PRESCRIPTIONS GENERALES

La rubrique 2.1.5.0 de la nomenclature loi sur l'eau ne fait pas l'objet d'un arrêté de prescriptions générales.

Aucune demande de prescriptions spécifiques n'est donc faite ici.

6. ENTRETIEN, SURVEILLANCE ET INTERVENTION SUR LES OUVRAGES

La surveillance et l'entretien des réseaux et équipements liés aux écoulements pluviaux seront assurés par une entreprise spécialisée ou par le maître d'ouvrage selon le besoin.

6.1. Surveillance en phase travaux

Une attention particulière sera portée en phase travaux au risque de pollution du milieu naturel.

Conformément à l'article L.211-5 du Code de l'Environnement, tout incident ou accident présentant un danger pour la sécurité civile, la qualité, la circulation ou la conservation des eaux sera porté à la connaissance de la Préfecture et de la Mairie dans les meilleurs délais.

Parallèlement à ça, toutes les mesures possibles seront prises pour mettre fin à la cause de danger ou d'atteinte au milieu aquatique.

6.2. Entretien systématique en phase exploitation

Un curage préventif des canalisations et des regards sera réalisé selon une fréquence semestrielle durant la période estivale (juillet-août). Les canalisations seront inspectées afin de vérifier leur étanchéité et l'état des dépôts.

Les boues de curage seront prises en charge comme des déchets et donc évacuées selon la réglementation en vigueur.

Les macro-déchets (plastiques, bois, etc.) présents dans les dispositifs de collecte et l'ouvrage de rétention seront évacués.

La capacité du système de rétention sera maintenue par curage périodique du fond de noue.

Le dispositif de régulation de débit sera inspecté et tout matériau entravant son bon fonctionnement sera extrait et évacué.

L'usage de produits phytosanitaires pouvant polluer les eaux sera pros crit sur les ouvrages de rétention.

6.3. Entretien exceptionnel en phase exploitation

Il sera procédé une visite de contrôle et un entretien des ouvrages d'assainissement pluvial suite à chaque événement particulier (pluie d'occurrence supérieure ou égale à la pluie de dimensionnement, pollution accidentelle,...). Tout ou partie des ouvrages sera alors nettoyée et curée avec évacuation conformément à la réglementation.

Une vanne de sectionnement permettra le confinement d'une éventuelle pollution accidentelle dans le réseau pluvial en amont des bassins.

6.4. Transmission du bénéfice de la déclaration

Dans le cas où le bénéfice de la déclaration serait transmis par le déclarant à une autre entité (cas ici de la création d'un syndicat de copropriété), le nouveau bénéficiaire en fera la déclaration à la Préfecture, tel que stipulé dans l'article R.214-40-2 du Code de l'Environnement. Il s'engagera alors à poursuivre l'entretien des ouvrages hydrauliques tel que mentionné dans le présent document.

7. COMPATIBILITE AVEC LES DOCUMENTS CADRE

7.1. P.G.R.I.

Le site d'étude est concerné par le Plan de Gestion des Risques Inondation (PGRI) 2022-2027 du bassin Rhône Méditerranée.

Les grands objectifs de ce PGRI sont les suivants :

- Grand objectif n°1 : Mieux prendre en compte le risque dans l'aménagement et maîtriser le coût des dommages liés à l'inondation ;
- Grand objectif n°2 : Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques ;
- Grand objectif n°3 : Améliorer la résilience des territoires exposés ;
- Grand objectif n°4 : Organiser les acteurs et les compétences ;
- Grand objectif n°5 : Développer la connaissance sur les phénomènes et les risques d'inondation.

Le projet n'est pas implanté en zone inondable, il n'aura pas d'incidence directe sur les champs d'expansion de crue.

En mesure indirecte, il est prévu la mise en place d'un système de rétention des eaux pluviales de protection trentennale avec rejet par infiltration, permettant de réduire les débits de ruissellement restitués en aval.

Le projet est donc considéré compatible avec le PGRI.

7.2. Compatibilité avec le SAGE

La commune de BOURG-LÈS-VALENCE est concernée par le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du Bas Dauphiné Plaine de Valence, approuvé le 23/12/19.

Les objectifs du SAGE listés dans son règlement sont les suivants.

Tableau 10 : Compatibilité du projet avec le SAGE

OBJECTIFS GENERAUX	PROJET
Orientation A – Consolider et améliorer les connaissances	Non concerné.
Orientation B – Assurer une gestion quantitative durable et équilibrée permettant la satisfaction des usages dans le respect des milieux	Mise en place d'une cuve de stockage des eaux pluviales pour arrosage des espaces verts.
Orientation C – Maintenir ou restaurer la qualité de la ressource et des milieux	Prise en compte de la pollution chronique par décantation et filtration dans les ouvrages de rétention. Prévention et gestion des cas de pollution accidentelle en phase travaux (kits anti-pollution) et exploitation (vannes de sectionnement). Ensemble des mesures prises en phase chantier pour limiter les pollutions accidentelles.
Orientation D – Conforter la gouvernance partagée et améliorer l'information	Non concerné.

7.3. Compatibilité avec le SDAGE

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhône - Méditerranée (RM) 2022 – 2027 a été adopté par l'arrêté du Préfet coordonnateur de bassin du 18 mars 2022. Ce document officiel fixe pour une période de 6 ans, les Orientations Fondamentales (OF) d'une gestion équilibrée de la ressource en eau, et intègre les obligations définies par la directive européenne sur l'eau, ainsi que les orientations du Grenelle de l'environnement pour un bon état des eaux d'ici 2027.

Les Orientations Fondamentales (OF) du SDAGE RM pour 2022-2027 sont les suivantes.

Tableau 11 : Compatibilité du projet avec le SDAGE

ORIENTATIONS FONDAMENTALES	PROJET
OF 0 – S'adapter aux effets du changement climatique	Non concerné.
OF 1 - Prévention : privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité ;	Gestion des eaux pluviales par rétention avec rejet à débit régulé, permettant de limiter les ruissellements superficiels. Protection trentennale.
OF 2 - Non-dégradation : concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques ;	Rejet des eaux pluviales à débit régulé et traitement par décantation au sein du bassin (pollution chronique) et par une vanne de sectionnement en entrée de bassin (pollution accidentelle).
OF 3 - Vision sociale et économique : Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau et assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement;	Non concerné.
OF 4 - Gestion locale et aménagement du territoire : Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau;	Non concerné.
OF 5 – Pollutions : Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé;	Traitement par décantation au sein du bassin (pollution chronique) et par une vanne de sectionnement en entrée de bassin (pollution accidentelle).
OF 6 – Fonctionnalités naturelles : Préserver et restaurer le fonctionnement des milieux aquatiques et des zones humides;	
OF 7 Partage de la ressource : - Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir;	Non concerné.
OF 8 - Gestion des inondations : Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques	Diminution du débit rejeté par rapport à l'état actuel.

Ainsi, concernant ces orientations, le projet tel qu'il est défini est compatible avec les exigences du SDAGE.

8. ANNEXES

8.1. Éléments graphiques, plans ou cartes du projet

N°	INTITULE	FOURNI DANS LE CADRE DE CE DOSSIER
A1	Localisation	X
A2	Plan de masse	X
A3	Urbanisme	
A4	Cadastre	X
A5	Hydrographie	X
A6	Géologie	X
A7	Hydrogéologie	X
A8	Écologie	X
A9	Patrimoine	
A10	Plan de gestion des eaux pluviales	X
A11	Plan de fonctionnement hydraulique dégradé	X

8.2. Fichiers supplémentaires

N°	INTITULE	FOURNI DANS LE CADRE DE CE DOSSIER
B1	Attestation de propriété ou de droit à y réaliser son projet	X
B2	Formulaire d'évaluation simplifiée des incidences Natura 2000	X
B3	Coefficients de ruissellement	X
B4	Débits de pointe de ruissellement	X
B5	Accord de rejet d'eaux pluviales du gestionnaire de l'exutoire	
B6	Calcul du volume de rétention des eaux pluviales	